



**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
SOCIÉTÉ DERET LOGISTIQUE
SITE DES VERGERS
SIS À SARAN**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2000 autorisant la société SA DERET DISTRIBUTION à exploiter un entrepôt de produits combustibles, dans la zone d'activités des Vergers, sur le territoire de la commune de SARAN, au lieu-dit « Le Champ Rouge » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2006 modifiant les prescriptions d'un entrepôt de produits combustibles par la SAS DERET LOGISTIQUE à SARAN, zone d'activités des Vergers, au lieu-dit « Le Champ Rouge » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2012 imposant des prescriptions à la société DERET LOGISTIQUE à SARAN, zone d'activités des Vergers, au lieu-dit « Le Champ Rouge » (mise à jour de l'étude de dangers) ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la lettre préfectorale du 11 juillet 2023 rappelant les écarts importants susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations exploitées par la société DERET LOGISTIQUE et d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 avril 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date 30 avril 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant ;

VU la réponse de l'exploitant le 16 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 août 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant ne justifie pas de l'efficacité du système d'extinction incendie suites aux modifications apportées aux installations et notamment à la cellule I1 ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de satisfaire les besoins en eau du site ni à partir des poteaux incendie ni à partir du bassin de la ZAC des Vergers ;
- les données présentées par l'exploitant ne permettent pas de justifier du juste dimensionnement des rétentions étanches pour confiner les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées ;

- les modélisations présentées par l'exploitant comprennent des données erronées ou non justifiées qui ne permettent pas de déterminer correctement les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² ;

CONSIDÉRANT que ces constats ont déjà été relevés par l'inspecteur des installations classées dans son rapport du 2 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société DERET LOGISTIQUE n'a pas mis en œuvre les mesures correctives nécessaires depuis la transmission du rapport d'inspection du 2 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions et prescriptions des arrêtés ministériel et préfectoraux susvisés ;

CONSIDÉRANT néanmoins les éléments de réponse apportés par l'exploitant, notamment sur les deux premières constatations susvisées ;

CONSIDÉRANT que les actions engagées par l'exploitant en vue d'un retour à la conformité ne permettent pas à ce stade de lever tous les écarts constatés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société DERET LOGISTIQUE exploitant une plateforme logistique sise zone d'activités des Vergers sur la commune de Saran, au lieu-dit « Le Champ Rouge » est mise en demeure, dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 1) de justifier du juste dimensionnement des rétentions étanches pour confiner les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2000 et à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2012 susvisés ;
- 2) de réaliser une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² comprenant des modélisations par la méthode FLUMILOG avec des données sans erreur et justifiées conformément au point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- 1 AOUT 2025

Fait à Orléans, le

**Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général**



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

